



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-255

**portant mise en demeure à l'encontre de la société SEDEP pour ses activités qu'elle
exploite à Beaulieu-sous-la-Roche au lieu-dit « Les Bonotières »
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R.511-9 (nomenclature), R.181-46 et annexe du R.122-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 encadrant les carrières ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-DRCTAJE-1-487 du 5 août 2009 autorisant l'exploitation de la carrière des Bonotières à Beaulieu-sous-la-Roche par la société SEDEP notamment son article 3.1.5 concernant la limitation des émissions de poussières en provenance des installations de traitement et son article 3.1.4.2 modifié par l'arrêté complémentaire n°19-DRCTAJ-1-626 du 20 novembre 2019 cité ci-dessous ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-DRCTAJ-1-626 du 20 novembre 2019 modifiant le suivi des rejets aqueux de la carrière des Bonotières exploitée à Beaulieu-sous-la-Roche ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-188 du 6 avril 2021 modifié par l'arrêté complémentaire n°2022-DCL-BENV-844 du 1er août 2022 concernant la réalisation d'une étude sur les rejets dans le cadre de l'exploitation de la carrière des Bonotières à Beaulieu-sous-la-Roche ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ-1-316 du 31 mai 2021 concernant la présence du faucon pèlerin sur la carrière des Bonotières à Beaulieu-sous-la-Roche ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à la visite du 3 décembre 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 7 janvier 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure pour le retour à la conformité des prescriptions ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 25 avril 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier du 25 avril 2025 demandant à l'exploitant de lui faire par sous 15 jours de ses remarques sur le projet d'acte ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

VU l'étude de caractérisation des boues (réf : GEOSCOPI - 23_14.20_ARO) de juin 2023 ;

Considérant que la roche exploitée sur la carrière des Bonottières est un granite dont la composition entraîne l'acidification des eaux drainées sur le site (« drainage acide ») ainsi que la présence dans ces eaux d'éléments traces métalliques ;

Considérant que ces eaux font l'objet d'un traitement par chaulage au sein des 3 bassins de décantation dont les boues sont de nature à concentrer certains métaux ;

Considérant que les matériaux fins issus du lavage des matériaux sont commercialisées et qu'à ce titre ils ne sont pas considérés comme un déchet d'extraction ;

Considérant que la directive 2006/21/CE du Parlement et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la directive 2004/35/CE encadre les conditions d'autorisation, de stockage, de surveillance et de contrôle de ces déchets afin de garantir la protection de la santé humaine et de l'environnement et les déchets dits « inertes » bénéficient d'exemptions à certaines dispositions de la directive ;

Considérant que la décision 2009/359/CE de la Commission du 30 avril 2009 complète la directive mentionnée ci-dessus en définissant notamment cinq critères auxquels doivent satisfaire les déchets pour être considérés comme inertes au sens de la directive et que ces critères sont repris à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel susmentionné du 22 septembre 1994 ;

Considérant que l'étude de caractérisation susvisée de juin 2023 conclut que les boues de décantation des trois lagunes présentent des dépassements de seuils de la catégorie des fortes anomalies naturelles pour l'arsenic et le cuivre sont constatés sur les quatre échantillons analysés et qu'à ce titre le stockage de ces boues relève de la rubrique 2720 ;

Considérant que l'ajout d'une rubrique à autorisation au sein d'un site à autorisation est soumis à « cas par cas » au titre de l'annexe du R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 3 décembre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le non-respect de la fréquence de contrôle de la sonde sur le dispositif de traitement et rejet des eaux d'exhaure,
- l'absence de procédure concernant le contrôle des sondes et la nécessité de préciser certains points sur les procédures présentées concernant le dispositif de traitement et rejet des eaux d'exhaure,
- l'absence de formation du salarié en charge du pilotage, du suivi et du contrôle du dispositif de traitement et rejet des eaux d'exhaure, présent lors de la visite,
- l'absence de bardage sur plusieurs zones de l'installation de traitement,
- la rubrique 2720, stockage de déchets non inertes issues de l'industrie extractive, n'a pas fait l'objet d'un porté à connaissance au préfet pour sa régularisation administrative ;

Considérant que les constats de la visite du 3 décembre 2024 constituent un manquement aux dispositions des articles suivants :

- article 31.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 5 août 2009 susvisé, dans sa forme modifiée par l'arrêté complémentaire susvisé du 20 novembre 2019 ;
- article 31.5 de l'arrêté d'autorisation du 5 août 2009 ;
- R.181-46 du Code de l'environnement.

Considérant que lors de la visite en date du 15 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la formation de l'agent en charge du suivi quotidien de l'installation de traitement avant rejet des eaux de la carrière ;
- la réalisation des travaux de fermeture du bardage des installations tertiaire,
- la rubrique 2720, stockage de déchets non inertes issues de l'industrie extractive, n'a pas fait l'objet du dépôt d'un « cas par cas » au titre du R.122-2 ni d'un porté à connaissance au préfet pour sa régularisation administrative.

Considérant que l'inspection lors de la visite du 15 avril 2025 a constaté :

- le retour à la conformité des prescriptions suivantes :

- article 3.1.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 5 août 2009 susvisé, dans sa forme modifiée par l'arrêté complémentaire susvisé du 20 novembre 2019 ;
- article 3.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 5 août 2009 ;

- le maintien de la non-conformité à R.181-46 du Code de l'environnement pour la rubrique 2720.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement renvoyant notamment à l'annexe du R.122-2 du même code ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du Code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société SEDEP de régulariser la situation administrative de la rubrique 2720 exploité sur le site ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société SEDEP, ci-nommé exploitant, sise carrière des Bonottières, à Beaulieu-sous-la-Roche est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 dans les délais mentionnés à l'article 3 du présent arrêté.

Article 2. Objets de la mise en demeure

L'exploitant est mis en demeure de régulariser la situation administrative de son installation de stockage de déchets non inertes de l'industrie extractive relevant de la rubrique 2720, sous le régime de l'autorisation, selon les conditions prévues à l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Article 3. Délais

Pour le 30 juin 2025 au maximum, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 2 (preuve du dépôt du « cas par cas », copie de la transmission du porter à connaissance auprès du préfet).

Article 4. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 3, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5. Dispositions administratives

Article 5.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5.2. Publicité de l'arrêté

La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'Etat de Vendée, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Beaulieu-sous-la-Roche et pourra y être consultée.

Article 5.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société SEDEP, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 12 juin 2025

Pour le préfet,
Le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Nadia SEGHIER